

Contre les régressions imposées par le budget du gouvernement Bayrou : la lutte et pas de dialogue social

Pour imposer la loi de finances et le budget de la Sécurité sociale, Bayrou aura recours 4 fois à l'article 49.3 de la Constitution, dont 3 fois pour faire adopter le PLFSS. Il justifie cette cascade de 49.3 par « *un devoir d'urgence... Aucun pays ne peut vivre sans budget et la France moins que tout autre* ». Arguments repris par le PS « *Les Français n'en peuvent plus de l'instabilité, ne pas avoir de budget serait cataclysmique pour le pays* », le RN « *Il faut éviter l'incertitude parce qu'il y a beaucoup de nos compatriotes qui sont extrêmement inquiets d'une instabilité qui pourrait s'installer dans la durée* ».

Ce mercredi sans surprise, le PS et le RN ayant annoncé qu'ils ne voteraient pas les motions de censure déposées par LFI^[1], le budget 2025 a été adopté. Adoption confirmée jeudi, par le vote du Sénat^[2].

Pour Bayrou le fait que le RN et le PS n'aient pas censuré le gouvernement « *c'est de facto accepter ce budget* ». Il s'est réjoui que « *Le dialogue et le compromis fonctionnent, c'est une bonne chose pour notre pays et pour nos compatriotes, la preuve que leurs représentants politiques savent dépasser leurs désaccords quand la stabilité de la nation est en jeu...le travail mené à Bercy auprès de tous les groupes parlementaires qui ont souhaité le dialogue a été utile ... nous continuerons avec la même méthode* ».

Dialogue et compromis ont permis au gouvernement, avec l'accord des partis politiques ayant toujours défendus les intérêts du capital, d'accoucher d'un **budget le plus austéritaire depuis 25 ans**^[3].

Afin de ramener le déficit public à 5,4% du PIB, le budget mise sur une hausse d'impôts pour les grandes entreprises et les grandes fortunes puis sur une réduction drastique de 34 milliards d'euros des dépenses publiques. Mouvement jugé historique par le gouvernement « *Calculée hors inflation, c'est la plus forte baisse des dépenses de l'Etat en vingt-cinq ans. Il s'agit d'une première marche exemplaire, qui démontre notre volonté de redresser les finances publiques.* ».

Les coupes budgétaires ont un impact direct sur tous les secteurs. Le budget de la culture moins 150 millions d'euros, moins 1 milliard d'euros pour le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche^[4], le budget de l'enseignement est amputé de 225 millions d'euros^[5], la transition écologique recule de 14%, baisse de 300 millions d'euros des aides personnelles au logement (APL)...etc.^[6]

Ces coupes ne s'appliquent pas de manière indiscriminée et certains budgets sont sanctuarisés : celui du ministère de l'intérieur a été augmenté de 2,7%, de la justice de 400 millions, avec une augmentation de 3,3 milliards le budget du ministère des armées est le grand gagnant.

Le budget privilégie nettement les coupes dans les dépenses publiques. Concernant les hausses d'impôts fixés pour les grandes entreprises⁽⁷⁾ capitalistes et pour les grandes fortunes⁽⁸⁾ elles ne concernent qu'une infime partie des ultra-riches et sont exceptionnelles alors que le déficit public, lui, est pérenne. La richesse des milliardaires français a augmenté de plus de 24 milliards d'euros depuis 2019, soit de 13 millions d'euros par jour. Aujourd'hui, moins de 10% de la fortune des milliardaires français couvrirait, à elle seule, l'objectif de 60 milliards d'économies annoncé par le gouvernement.

Pour P. Martin le président du Medef, le budget 2025 est « mauvais » pour les entreprises et l'emploi : « *13 milliards d'euros de charges en plus pour les entreprises françaises qui sont déjà les plus chargées au monde, ça ne va pas encourager l'investissement* ». 13 milliards c'est peu en comparaison du soutien aux entreprises que la Cour des comptes estime à 260,4 milliards^[9]. Bayrou l'a rassuré et a promis des mesures sur la simplification et le coût du travail.

Le Budget 2025 continue la casse programmée des services publics. Celui-ci a été établi par le gouvernement Bayrou aux ordres des capitalistes pour faire payer la dette aux travailleurs, aux classes populaires, à la jeunesse.

Bayrou qualifie les réunions ayant permis d'établir le budget 2025 de « *réunions entre personnes de bonne foi, entre le gouvernement et les personnalités qui le soutiennent ainsi qu'avec des groupes d'opposition qui permettent d'arriver à un travail positif* » c'est ainsi que Bayrou se fend de sermons bidon avec les partis politiques et les syndicats qui se prêtent à ces mascarades, acceptant de participer à des « conclaves » à des « *conférences sociales* » ou des « *délégations paritaires permanentes* » puisque « *conclave est maintenant banni du discours gouvernemental* ». Les syndicats sont aujourd'hui des « *partenaires* » et négocient avec les gérants d'un système ne recherchant que le profit maximum et le plus vite possible.

Ce choix politique vise à faire croire que le capital peut faire des « *concessions* » sans lutte, en négociant avec lui dans la « *paix sociale* ». Il faut rompre avec toute forme de « *dialogue social* » et unifier l'ensemble des salariés rejetant cette politique. La colère est toujours forte dans le pays. Le choix politique est donc clair : les luttes pour supprimer le capitalisme ou son aménagement, c'est-à-dire collaborer avec lui sans le remettre en cause. Ce bref rappel est nécessaire pour mesurer les enjeux du « *dialogue social* » dont tous les partis politiques et les centrales syndicales se réjouissent aujourd'hui. Comment contraindre le capital à satisfaire les besoins sociaux autrement que par les luttes? Nous devons compter uniquement sur nos propres forces et notre capacité à bloquer l'économie afin d'imposer nos revendications et refuser la société capitaliste.

[1]. Seuls 128 députés, dont six socialistes, ont approuvé la motion de censure déposée par des élus LFI, communistes et écologistes, alors qu'il aurait fallu 289 voix pour faire tomber le gouvernement

[2]. 219 voix pour et 107 contre

[3]. Hebdo n°909 23/01/2025 Rejeter l'illusion du dialogue social

[4]. Hebdo n° 910 28/01/2025 Enseignement supérieur et recherche : une juste colère !

[5]. Bayrou a renoncé à la suppression de 4 000 postes dans l'éducation nationale, mesure d'économie de 50 millions d'euros. en revanche, le budget de l'éducation nationale a été [amputé à hauteur de 50 millions d'euros](#).

[6]. Cf l'article du quotidien *Le Monde* : *Ce que contient finalement le budget de l'État pour 2025*

(7) La principale mesure est une surtaxe exceptionnelle des bénéfices des plus grands groupes : « *au-delà de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, ils verront cette année et seulement cette année, leur impôt sur les sociétés majoré de 20,6 % ; s'ils dépassent les trois milliards, la majoration sera de 41,2 %* ». ».

(8) La contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR), quant elle s'appliquera aux contribuables dont les revenus annuels dépassent 250 000 euros pour les personnes seules, ou 500 000 euros pour les couples. Son principe est de s'assurer que ces ménages les plus aisés s'acquittent d'un impôt à un taux minimum de 20 %.

[9]. Note Thématique de la cour des comptes, juillet 2023